

démographique à l'échelle de la planète et la dette du tiers-monde, passent avant la crainte d'une agression soviétique. D'ailleurs, le recul de la menace soviétique dans leur classement s'est confirmé quelques mois plus tard à l'occasion d'une étude approfondie de l'opinion de la population canadienne sur la paix et la sécurité, réalisée par l'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales.

Il ressort de ces sondages que les questions qui préoccupent le plus la population canadienne aujourd'hui sont des problèmes à long terme sur lesquels aucun pays ou groupe de pays n'a de prise réelle, des problèmes qui ne peuvent être réglés en cinq ans (voire moins) passés au pouvoir et que les gouvernements tendent à négliger quand ils répartissent leurs deniers.

La dégradation de l'environnement, des changements climatiques désastreux pour la planète, la pauvreté grandissante au milieu d'une opulence croissante, les déséquilibres inacceptables de l'économie internationale, la croissance démographique accélérée, voilà les véritables menaces pesant sur l'avenir! De plus en plus de gens en ont d'ailleurs pris conscience. Ces problèmes peuvent menacer non seulement la sécurité immédiate de nombreux pays, mais aussi la viabilité et la continuité de la société humaine dans les prochaines décennies. De fait, ils ont déjà plongé certains pays dans des crises alors que pour d'autres, la crise surviendra sans doute dans dix ou vingt ans. Mais dans tous les pays, les signes avant-coureurs de très graves difficultés à venir, plus pénibles à résoudre qu'aucune par le passé, sont déjà bien visibles.

Les nouveaux défis qui se présentent à nous, citoyens de ce monde, offrent au Canada de grandes occasions d'agir de manière constructive et de donner l'exemple. Il serait idiot de laisser croire que nous pouvons sauver le monde; mais nous sommes certes à même de mettre de l'ordre chez nous pour être prêts à relever ces défis de demain, et chercher des alliés avec qui nous pourrions faire avancer le monde utilement dans un sens qui donnera espoir dans l'avenir du genre humain.

LE PRÉSENT LIVRE A POUR OBJECTIF DE STIMULER l'intérêt du public pour ces questions importantes et de l'inciter à en débattre, ce qui conduira, nous l'espérons, à l'action. Les questions que nous examinons sont fondamentalement liées à l'évolution des rapports du Canada avec le reste du monde. Nous nous sommes laissés dépasser par beaucoup des changements survenus et nous ne sommes guère préparés aux répercussions qu'ils auront probablement pour nous.

*Premièrement, l'économie* : Bien que le Canada soit l'un des pays les plus riches et les plus fortunés de la planète, et qu'il appartienne au club des sept pays industriels les plus puissants, sa dépendance traditionnelle vis-à-vis de l'exportation de matières premières ne l'a pas particulièrement bien préparé aux changements radicaux qui surviennent aujourd'hui dans le monde. Il ne fait aucun doute que tout ce que le Canada pourrait souhaiter faire pour offrir à tous ses habitants (et à ceux d'autres pays) une vie convenable et meilleure repose sur sa capacité de maintenir une économie viable et productive, mais il sait que la route qui l'attend sera semée de beaucoup plus d'embûches qu'elle ne l'a été ces quarante dernières années.

Malgré ces problèmes, si nous voulons donner l'exemple en contribuant à mettre un terme aux changements climatiques causés par l'être humain, il nous faudra renforcer l'idée désormais acceptée selon laquelle l'économie canadienne doit devenir indéfiniment durable pour ce qui a trait à l'environnement et aux ressources. Cela signifie tout d'abord qu'il y aura des décisions très difficiles, voire révolutionnaires, à prendre quant à l'utilisation des énergies.

*Deuxièmement, notre propre société* : Nous ne pouvons rester indifférents à l'évolution de la situation démographique. D'immenses groupes de population, exclus du partage des biens terrestres, sont prêts à agir, et nous ne pouvons refuser de le voir. Nous allons continuer de recevoir des immigrants du tiers-monde en nombres croissants, et nous nous interrogeons trop

peu sur les conséquences probables de la nouvelle composition de notre population pour nos rapports sociaux. Mais s'il est possible (comme certains Canadiens et Canadiennes le croient) que ce pays béni puisse donner un exemple de tolérance et de vie convenable au reste du monde, nous ne pouvons certes nous attendre que cet exemple prenne corps sans un effort immense et de l'ingéniosité et sans que les différents peuples se tendent volontairement la main.

*Troisièmement, l'environnement* : Plus personne ne peut prétendre ne pas voir les signaux d'alarme que donne l'environnement. Nous appartenons à cette partie de la population mondiale qui abuse des ressources planétaires; il nous échoit donc au premier chef de trouver un moyen de résoudre les problèmes causés par la pollution atmosphérique, la pollution de l'eau, la dégradation des sols, le pillage des océans et les changements atmosphériques qui provoqueront presque à coup sûr des modifications climatiques mondiales. Nous devons commencer à réfléchir à ces questions. En tant que nation, nous devons devenir plus économes et moins gaspilleurs

dans notre mode de vie et, bientôt, il nous faudra investir dans des mesures qui apporteront un début de solution à ces problèmes.

Mais ce n'est pas tout : nous devons aider plus que nous ne le faisons aujourd'hui la majorité défavorisée de la planète à mieux vivre et voir à ce qu'elle cesse de détruire l'environnement dont elle dépend. Puisque nous sommes responsables de cet état de choses dans une certaine mesure, à cause de nos politiques économiques et commerciales, il nous incombe de prendre des mesures correctrices qui concrétiseront ce que les membres de la Commission Brundtland ont appelé «une politique étrangère pour l'environnement».

Par exemple, on a admis maintenant que la population mondiale ne peut se permettre de laisser détruire les forêts tropicales humides. Néanmoins, il ne suffit pas d'exhorter les pays tropicaux à ne pas décimer leurs forêts. Il faudra transférer des ressources énormes vers ces pays pauvres pour qu'ils réussissent à sauver leurs forêts. Mais nos gouvernements ne semblent pas disposés à prendre les engagements nécessaires. Pas encore!

Nous devons nous résoudre à considérer le monde en étant conscients de notre interdépendance écologique, et à penser à une survie à long terme plutôt qu'à une prospérité à court terme.

*Quatrièmement, la sphère internationale* : Le Canada qui, géographiquement, fait le pont entre les États-Unis et l'Union soviétique, a particulièrement intérêt à aider à maintenir la paix mondiale, à réduire la menace d'une guerre nucléaire et à assujettir les nouvelles technologies militaires à la surveillance internationale. Beaucoup pensent que le Canada parviendrait plus sûrement à ses fins s'il dépensait ses quelques milliards de réserve à renforcer des organisations mondiales, à consolider la coopération internationale et à favoriser le maintien de la paix aux quatre coins de la planète, au lieu de se laisser obnubiler par la tâche manifestement impossible qui consiste à protéger ses côtes interminables contre des adversaires imaginaires.

La paix, l'ordre et un bon gouvernement ont toujours été des idéaux canadiens, et nous devrions faire en sorte qu'ils deviennent aussi ceux du monde. □

1. La présente liste a été compilée par Eric Solem, du Centre d'analyse et de recherche opérationnelle, à la Direction de l'analyse stratégique, au ministère de la Défense nationale, dans son intéressante monographie intitulée *Futures of the International Systems, Rapport du projet n° 143, mai 1980, p.49.*

2. Theodore Gordon, cité par Eric M. Roher, à la page deux de sa monographie intitulée *Planning in the Modern State, n° 139 dans la série de rapports de projet publiés par le Centre d'analyse et de recherche opérationnelle du ministère de la Défense nationale.*

3. Ce sont les conclusions auxquelles sont arrivés 450 experts internationaux réunis à Ottawa en 1986 pour examiner les progrès réalisés en faveur d'un développement durable au cours des cinq années qui ont suivi la publication du rapport sur la Stratégie mondiale de la conservation en 1981. À leur avis, il ne s'était produit pratiquement aucun changement perceptible dans les attitudes des gouvernements.

